

Claire CHABRIER

BIOGRAPHIE



Présidente de France INVEST, l'association française de capital-investissement.

Directrice associée chez Amundi Private Equity Funds.

Depuis le 15 juin 2021, Claire Chabrier est la présidente de France Invest, l'association représentant près de 370 sociétés de gestion du private equity, de l'infrastructure et de la dette privée en France. Elle en a été administratrice et vice-présidente pendant 3 ans, de mi-juin 2018 au 15 juin 2021.

Depuis 20 ans, C. Chabrier est active dans le capital-investissement, en France et en Europe, pour des institutions financières françaises de premier plan.

Claire Chabrier est active depuis 20 ans dans le capital-investissement, dans des institutions financières de premier plan. Elle est actuellement Directrice associée d'Amundi Private Equity Funds (PEF) qu'elle a rejoint en 2011. Amundi PEF, investisseur en capital spécialisé dans l'accompagnement de PME et d'ETI non cotées européennes, est une filiale d'Amundi intégrée au sein d'Amundi Real Assets¹. Début 2002, elle a intégré l'équipe internationale de SGAM Private Equity en charge de l'activité en l'Europe de l'Est. Elle a commencé sa carrière fin 1997 chez Arthur Andersen en audit et Transactions Services.

Claire a été administratrice et Vice-présidente de France Invest de mi-juin 2018 au 15 juin 2021. Pendant ces trois années, elle a notamment pris une part active à la gestion de la crise Covid dans le secteur, à la promotion du capital-investissement auprès des dirigeants d'entreprises et aux enjeux de mixité dans les sociétés de gestion et dans les entreprises qu'elles accompagnent.

Claire Chabrier est diplômée de l'Université Paris Dauphine, Master Fiscalité de l'Entreprise en 1997 et Maîtrise des Sciences et Techniques Comptables et Financières en 1996. Elle a obtenu le diplôme d'expertise comptable, DESCF, en 1997.

15 juin 2021

¹ Amundi Real Assets gère 58 milliards d'euros (fin mars 2021), dont 17 milliards sur le périmètre couvert par France Invest, à savoir le Private Equity, la dette privée et les infrastructures.